

## 1 - DÉFINITION

Un compte à terme est un compte sur lequel les fonds déposés sont bloqués pendant une période déterminée, précisée dans les conditions particulières du contrat d'ouverture dudit compte et dont la durée doit être supérieure à trente-deux (32) jours.

Il ne peut être effectué qu'un seul dépôt sur un compte à terme. En revanche, le Titulaire peut ouvrir autant de comptes à terme qu'il le souhaite.

Le montant des fonds déposés sur un compte à terme est garanti.

## 2 - RÉMUNÉRATION

Le taux de rémunération du compte à terme, indiqué aux conditions particulières est exprimé en taux de rendement actuariel annuel brut.

Les intérêts sont payables soit à terme échu, soit à la date de retrait anticipé des fonds déposés sur le compte à terme.

Le calcul des intérêts se fait selon la méthode des intérêts composés, sur la base du nombre de jours exact de la période de placement rapporté à une année de trois-cent-soixante-cinq (365) jours, c'est-à-dire selon la formule suivante :

$$I = C (1+t)^{n/365 \text{ ou } 366} - C$$

avec I = montant des intérêts, C = montant du Compte à terme, t = taux actuariel, n = durée du placement en nombre de jours.

Le 1<sup>er</sup> jour du début de la période est inclus dans le calcul de la rémunération et le dernier jour de la période en est exclu.

## 3 - COMPTE SUPPORT

Le compte support désigné aux conditions particulières est le compte sur lequel est prélevée la somme à bloquer sur le compte à terme, le jour de son ouverture, ce que le Titulaire autorise expressément.

Ce compte support recevra le remboursement du capital et le versement des intérêts à la date de clôture du compte à terme, correspondant à la date de son échéance ou à celle du retrait anticipé des fonds déposés sur ce dernier.

La désignation de ce compte support peut être modifiée à tout moment.

## 4 - RETRAIT ANTICIPÉ SUR UN COMPTE À TERME

Les fonds déposés sur le compte à terme demeurent bloqués jusqu'à l'échéance indiquée dans les conditions particulières.

Néanmoins, sous réserve d'un préavis de trente-deux (32) jours calendaires, le Titulaire peut à tout moment, retirer les fonds déposés sur le compte à terme.

Le retrait anticipé doit être total. Le retrait partiel n'est pas autorisé.

La demande de retrait anticipé doit être notifiée par le Titulaire, à l'agence teneur du compte à terme (ci-après l'« Agence »), par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, par télécopie ou par lettre remise à l'Agence.

Le délai de préavis de trente-deux (32) jours calendaires court à compter de la date de réception par l'Agence de la lettre recommandée ou de la télécopie, ou à compter de la date de la remise de la lettre à l'Agence.

La date de retrait anticipé des fonds intervient le lendemain du jour d'expiration de ce délai.

Le retrait anticipé entraîne la clôture du compte à terme ainsi qu'une modification de la rémunération du dépôt dans les conditions indiquées aux conditions particulières.

## 5 TRANSFERT

Le compte à terme ouvert par le présent contrat ne peut pas être transféré dans une autre Caisse d'Épargne ou un autre établissement de crédit.

## 6 - CLÔTURE

L'arrivée du terme prévu aux conditions particulières entraîne automatiquement la clôture du compte à terme. A cette date, le capital et les intérêts seront versés sur le compte support.

Le retrait anticipé des fonds déposés sur le compte à terme entraîne immédiatement sa clôture dans les conditions prévues aux conditions particulières et selon les modalités prévues au paragraphe 4 des présentes conditions générales.

## 7 - FISCALITÉ

7.1 - Les intérêts des comptes à terme perçus par le Titulaire sont soumis à imposition conformément aux dispositions fiscales en vigueur à la date de leur versement, applicables à l'entreprise suivant sa forme juridique.

Ces dispositions à caractère légal ou réglementaire sont susceptibles de modification et peuvent être consultées à tout moment sur le site internet de l'Administration fiscale : [www.impots.gouv.fr](http://www.impots.gouv.fr).

7.2 - La Caisse d'Épargne, doit adresser chaque année à l'administration fiscale la déclaration annuelle des opérations sur les valeurs mobilières (Imprimé fiscal Unique – IFU), indiquant le montant des intérêts versés au cours de l'année écoulée.

## 8 DÉMARCHAGE BANCAIRE ET FINANCIER – VENTE À DISTANCE

Le présent contrat entre en vigueur dès signature par les parties.

Si le Titulaire a été démarché en vue de la souscription du présent contrat dans les conditions prévues par les articles L 341-1 et suivants ainsi que L 343-1 et suivants du Code monétaire et financier ou si ce dernier a été conclu à distance dans les conditions prévues par les articles L 221-1 et suivants du Code de la consommation, et même si leur exécution a commencé avant l'expiration du délai de rétractation, le Titulaire est informé de la possibilité de revenir sur son engagement.

Conformément aux articles L 341-16 du Code monétaire et financier (en cas de démarchage bancaire et financier), ou L 221-18 du Code de la consommation (en cas de conclusion du contrat à distance), ce droit de rétractation peut être exercé par lettre recommandée avec demande d'avis de réception dans un délai de quatorze (14) jours calendaires révolus à compter de la conclusion du présent contrat en adressant un courrier à la Caisse d'Épargne.

Il est précisé que la réglementation relative au démarchage bancaire et financier ne s'applique pas aux entreprises dont les données financières ou les effectifs dépassent les seuils suivants (Article D 3411 du Code monétaire et financier) :

- cinq (5) millions d'euros pour le total de bilan ;
- cinq (5) millions d'euros pour le chiffre d'affaires ou à défaut pour le montant des recettes ;
- cinq (5) millions d'euros pour le montant des actifs gérés ;
- cinquante (50) personnes pour les effectifs annuels moyens.

Ces seuils ne sont pas cumulatifs. Ils sont appréciés au vu des derniers comptes consolidés ou à défaut des comptes sociaux, tels que publiés et, le cas échéant, certifiés par les commissaires aux comptes.

## 9 – GARANTIE DES DÉPÔTS

En application des articles L 312-4 à L 312-16 du Code monétaire et financier, les dépôts espèces et autres fonds remboursables sont couverts par le mécanisme de garantie géré par le Fonds de garantie des dépôts et de résolution institué par les pouvoirs publics, dans les conditions et selon les modalités définies par les textes en vigueur.

Un dépliant expliquant ce mécanisme de garantie est disponible sur demande auprès de la Caisse d'Epargne ou auprès du Fonds de garantie des dépôts et de résolution - 4, rue Halévy - 75009 Paris.

## 10 – SECRET PROFESSIONNEL

La Caisse d'Epargne est tenue au secret professionnel, conformément à l'article L 511-33 du Code monétaire et financier.

Cependant, le secret doit être levé en vertu de dispositions légales, notamment à l'égard de l'administration fiscale, des douanes, de la Banque de France (Fichier Central des Chèques, Fichier des Incidents de remboursement de Crédit aux Particuliers, par exemple), des organismes de sécurité sociale (dans les conditions prévues par les articles L 114-19 à L 114-21 du Code de la sécurité sociale) et de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, des commissions d'enquête parlementaires.

Il est en outre levé à l'égard des informations requises pour l'application des conventions conclues par la France organisant un échange automatique d'informations à des fins fiscales (article 1649 AC du Code général des impôts).

Le secret ne peut être opposé à l'autorité judiciaire agissant dans le cadre d'une procédure pénale ainsi que dans le cadre d'une procédure civile lorsqu'un texte spécifique le prévoit expressément.

Conformément à l'article L 511-33 du Code monétaire et financier, la Caisse d'épargne peut partager des informations confidentielles concernant le Titulaire, notamment dans le cadre des opérations énoncées ci-après :

- avec les entreprises qui assurent ou garantissent les crédits du Titulaire (entreprises d'assurances, société de cautions mutuelles, par exemple),
- avec des entreprises de recouvrement,
- avec des tiers (prestataires, sous-traitants, ...) en vue de leur confier des fonctions opérationnelles (par exemple pour la gestion des cartes bancaires, ou la fabrication de chèques),
- lors de l'étude ou l'élaboration de tout type de contrats ou d'opérations concernant le Titulaire, dès lors que ces entités appartiennent au même groupe que la Caisse d'Epargne (BPCE, Caisses d'Epargne et de Prévoyance,...).

Les personnes recevant des informations couvertes par le secret professionnel, qui leur ont été fournies pour les besoins d'une des opérations ci-dessus énoncées, doivent les conserver confidentielles, que l'opération susvisée aboutisse ou non. Toutefois, dans l'hypothèse où l'opération susvisée aboutit, ces personnes peuvent à leur tour communiquer les informations couvertes par le secret professionnel dans les mêmes conditions que celles visées au présent article aux personnes avec lesquelles elles négocient, concluent ou exécutent les opérations énoncées ci-dessus.

Le Titulaire peut aussi indiquer par écrit les tiers auxquels la Caisse d'Epargne sera autorisée à fournir les informations le concernant et expressément mentionnées par lui.

## 11- LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DES CAPITAUX ET LE FINANCEMENT DU TERRORISME

En raison des dispositions des articles L 561-1 et suivants du Code monétaire et financier, la Caisse d'Epargne est tenue, dans le cadre de ses obligations concernant la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, de procéder à l'identification des clients et le cas échéant des bénéficiaires effectifs des opérations et à une obligation de vigilance à l'égard de sa clientèle pendant toute la durée de la relation d'affaires (montant

**et nature des opérations, provenance et destination des fonds, suivi de la situation professionnelle, économique et financière du Titulaire...).**

À ce titre, la Caisse d'Epargne est tenue d'appliquer des mesures de vigilance constante particulières à l'égard des Personnes Politiquement Exposées définies à l'article R 561-18 du Code monétaire et financier.

En application des dispositions susvisées, la Caisse d'Epargne est aussi tenue de déclarer en particulier :

- les sommes inscrites dans ses livres et les opérations portant sur des sommes qui pourraient provenir d'une infraction passible d'une peine privative de liberté d'un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme ;
- les opérations pour lesquelles l'identité du donneur d'ordre ou du bénéficiaire effectif de l'opération demeure douteuse malgré les diligences effectuées au titre de l'obligation de vérification d'identité qui incombent à la Caisse d'Epargne.

La Caisse d'Epargne est également tenue de s'informer auprès de ses clients pour les opérations qui lui apparaîtront comme inhabituelles en raison notamment de leurs modalités, de leur montant ou de leur caractère exceptionnel au regard de celles traitées jusqu'alors.

À ce titre, le titulaire s'engage à signaler à la Caisse d'Epargne toute opération exceptionnelle par rapport aux opérations habituellement enregistrées sur son compte et à lui fournir sur sa demande, toute information ou document requis.

La Caisse d'Epargne peut être obligée de demander une autorisation aux autorités de l'Etat avant de procéder à une opération, en raison des dispositions législatives et réglementaires en vigueur relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux ou contre le financement du terrorisme.

La Caisse d'Epargne, en raison des obligations mises à sa charge par les pouvoirs publics au titre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme, peut être amenée à prendre toutes mesures, notamment le gel des avoirs, susceptibles de conduire à des retards ou à des refus d'exécution liés à ces obligations.

## 12- PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Dans le cadre de la signature et de l'exécution du présent contrat, et plus généralement de la relation entre la Caisse d'Epargne et le Titulaire, la Caisse d'Epargne recueille et traite des données à caractère personnel concernant le Titulaire et concernant les personnes physiques intervenant dans le cadre de cette relation (mandataire, représentant légal, caution, contact désigné, préposé, bénéficiaire effectif, ...).

Les informations expliquant pourquoi et comment ces données sont utilisées, combien de temps elles seront conservées ainsi que les droits dont le Titulaire dispose sur ses données, figurent dans la Notice d'information de la Caisse d'Epargne sur le traitement des données à caractère personnel. Cette Notice est portée à la connaissance du Titulaire lors de la première collecte des données du Titulaire. Le Titulaire peut y accéder à tout moment, sur le site internet <https://www.caisse-epargne.fr/rhone-alpes/protection-donnees-personnelles> ou en obtenir un exemplaire auprès de son centre d'affaires ou agence. La Caisse d'Epargne communiquera en temps utile les évolutions apportées à ces informations.

## 13- LOI APPLICABLE – ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE

Le présent contrat est soumis à la loi française.

Pour toute contestation relative à l'exécution et l'interprétation de ce contrat et de ses suites, il est expressément fait attribution de compétence au Tribunal dans le ressort duquel est situé le siège social de la Caisse d'Epargne.